



FRANÇOIS-XAVIER DE  GUIBERT

HISTOIRE ESSENTIELLE

FRANÇOIS BILLOT DE LOCHNER

12 mesures pour 2012

Qui le fera ?

12 mesures pour 2012

Du même auteur

Le choix du déclin, François-Xavier de Guibert, 2006.

L’Affaire Vanneste : la mise à mort de la liberté d’expression, François-Xavier de Guibert, 2008.

François Billot de Lochner

12 mesures pour 2012

Essai

François-Xavier de Guibert
10, rue Mercœur, 75011 Paris

© François-Xavier de Guibert, Paris, 2010

www.fxgdeguibert.com

ISBN 978-2-7554-0392-3

ISBN pdf : 9782755411348

Préambule

Le grand espoir

La campagne électorale des années 2006 et 2007, visant à préparer les élections présidentielles et législatives du printemps 2007, se déroula dans une atmosphère d'attente, mêlée d'espérance, telle que la France n'en avait pas connue depuis longtemps.

Nicolas Sarkozy bousculait à sa façon la communication politique, par une utilisation particulièrement habile des médias : son apparente maîtrise de tous les dossiers, alliée à une persuasion communicative, lui permettaient de séduire une part significative de l'opinion française disponible pour un nouveau départ. C'est donc logiquement qu'il fut élu, à une nette majorité, à la présidence de la République.

De son côté, Ségolène Royal, désignée par la gauche, jouait de sa féminité pour séduire une opinion dubitative quant à un programme politique flou, contradictoire, insuffisamment consistant, porté par une autorité personnelle discutée. Logiquement, ces faiblesses aboutiront à sa défaite électorale. Elle avait pourtant réussi à émouvoir son camp, mais Nicolas Sarkozy, de son côté, avait su

manifester davantage d'autorité, et donc séduire une France qui attendait un vrai président.

Le programme de ce dernier, élaboré puis présenté par l'UMP au cours de conventions de bonne qualité, se proposait d'opérer en profondeur la réforme d'un pays dont l'état préoccupant ne cessait d'être dénoncé. Au reste, le candidat ponctuait ses multiples interventions par des manifestations de volontarisme qui interdisaient à ses interlocuteurs ou auditeurs d'avoir le moindre doute quant à sa capacité d'agir. Oui, les problèmes étaient analysés et compris, oui, les problèmes seraient traités et résolus par le nouveau président, dès l'élection terminée.

Pendant les derniers jours de la campagne, la France retenait son souffle. La victoire du candidat de droite semblant désormais acquise, quelles seraient donc les premières décisions prises par le nouveau président? Comment serait menée la fameuse période des cents jours, censée donner le ton au quinquennat tout entier? Des mesures décisives seraient-elles prises avant l'été, en cette période au cours de laquelle les Français, bientôt en vacances, tentent d'oublier leurs soucis et prennent du champ par rapport à la politique de leur pays? Telles étaient les questions que se posaient nos concitoyens tout au long des derniers jours précédant l'élection.

Ces interrogations, habituelles avant l'élection d'un président de la République, prenaient, en 2007, un relief particulier, car elles se fondaient sur un diagnostic partagé, tant par la plupart des partis politiques que par nombre de Français : notre pays s'enfonçait, année après année, dans une situation de plus en plus critique, et ne pouvait être

redressé que par des réformes fondamentales. Les remèdes préconisés étaient évidemment différents selon les partis, mais il apparaissait à une majorité de Français que des changements profonds étaient indispensables et inévitables et que, à cet égard, la politique proposée par l'UMP et par son candidat charismatique, serait, selon toute espérance, menée au pas de charge, ce qui permettrait d'opérer un rétablissement durable.

En effet, la France se trouvait, au début de l'année 2007, dans un état de dégradation inquiétant. Au plan politique, le divorce entre la France « du bas » et celle « du haut » était total, puisque les sondages de l'époque indiquaient invariablement que trois Français sur quatre environ ne faisaient pas confiance en leurs élites politiques. Au plan économique, l'année 2006 offrait un bilan contrasté : si le taux de croissance de la production intérieure brute, à 2,4 %, semblait correct, des déficits très importants affectaient le budget de l'État (36 milliards d'euros), le budget de la Sécurité sociale (9 milliards d'euros), le commerce extérieur (30 milliards d'euros). Tous indicateurs structurels dont l'évolution était très préoccupante pour l'avenir. Au plan social, les émeutes de banlieue de 2005 venaient d'être difficilement jugulées, sans qu'aucun des problèmes de fond ne soient réglés. Au plan moral et culturel, les piliers que constituent la famille ou l'Éducation nationale se désagrégeaient chaque année davantage comme le révélaient les statistiques faisant état d'une augmentation continue du nombre de divorces, du taux d'échec scolaire, de la violence à l'école, de la violence tout court.